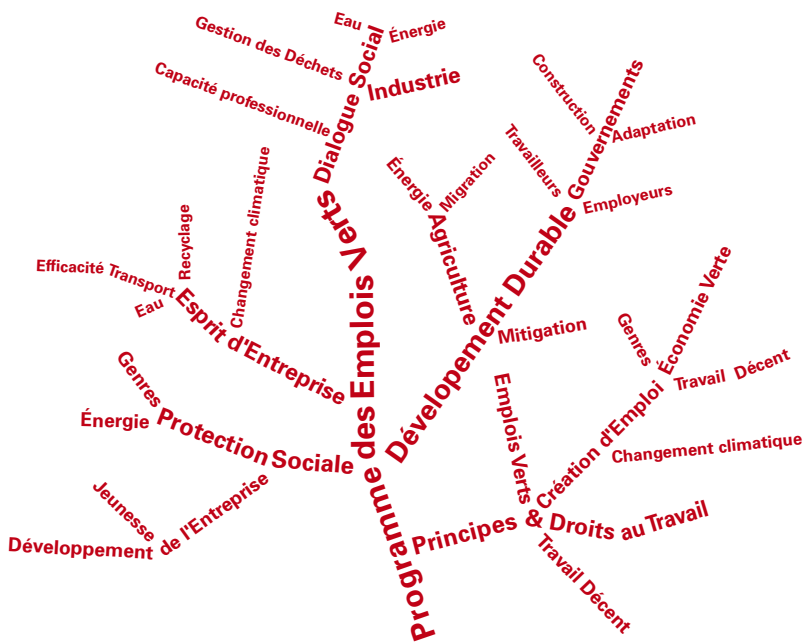




Bureau  
international  
du Travail  
Genève



## Les emplois verts deviennent une réalité Progrès et perspectives 2013



**Les emplois verts deviennent une réalité  
Progrès et perspectives 2013**

Copyright © Organisation internationale du Travail 2014  
Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: [pubdroit@ilo.org](mailto:pubdroit@ilo.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site [www.ifrro.org](http://www.ifrro.org) afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

---

ISBN 978-92-2-227424-6 (imprimé)

ISBN 978-92-2-227425-3 (pdf web)

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

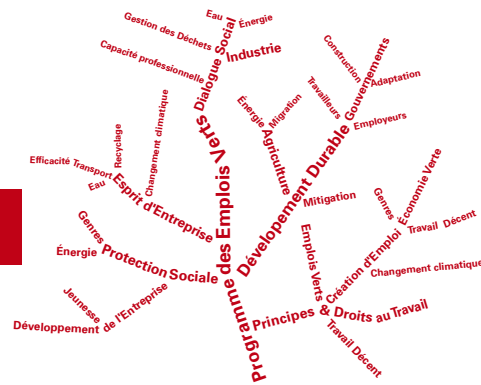
Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: [pubvente@ilo.org](mailto:pubvente@ilo.org). Les catalogues ou les listes de nouvelles publications sont disponibles gratuitement à l'adresse ci-dessus ou à l'adresse suivante: [pubvente@ilo.org](mailto:pubvente@ilo.org)

Visitez notre site Web: [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns)

## Programme des emplois verts



### Les emplois verts: deuxième rapport d'activité

L'appel en faveur d'un mode de développement durable est au centre des préoccupations nationales. La dégradation de l'environnement et les changements climatiques sont des phénomènes de plus en plus concrets, et les inégalités sociales persistent dans le monde.

L'accès à des emplois verts et décents est une condition préalable à la promotion du développement durable. En effet, les expériences nationales démontrent que l'emploi décent et écologiquement durable contribue à la réduction de la pauvreté, à l'équité et l'inclusion sociales, au bien-être des populations, au développement économique et à la protection de l'environnement. Le Programme des emplois verts de l'OIT encourage activement la création d'emplois verts par le biais de la recherche, du plaidoyer international, du renforcement des capacités, de l'échange des connaissances et, au niveau national, en fournissant des services consultatifs techniques. Notre site web ([www.ilo.org/greenjobs](http://www.ilo.org/greenjobs)) donne une vue d'ensemble détaillée des objectifs, de la portée et des résultats du programme.

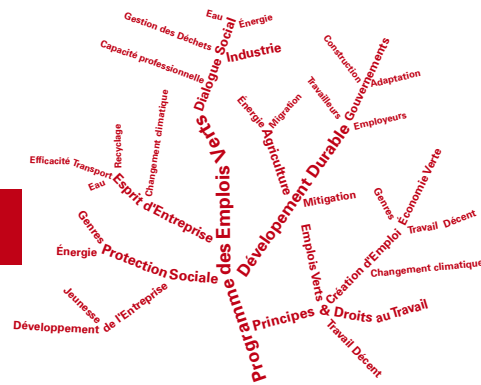
Depuis sa création en 2009, le programme fonctionne selon une approche en réseau, et est piloté par une petite unité de coordination. Comme l'illustre le premier rapport d'activité – et maintenant cette deuxième édition – des objectifs ont été atteints dans plusieurs domaines stratégiques et dans toutes les régions. La question des emplois verts est de plus en plus intégrée dans les programmes nationaux de l'OIT, ainsi que dans les domaines prioritaires à l'échelle mondiale. Le présent rapport ne présente qu'un nombre limité d'expériences réussies dans le monde. Il devrait aider à comprendre dans quelle mesure les emplois verts sont devenus une réalité dans toutes les dimensions de l'Agenda pour le travail décent. Le rapport rend également compte des activités qui se dérouleront en 2013 avec le soutien continu des réseaux et des partenaires du programme.

L'avenir apportera son lot de nouveaux défis, puisque la demande en matière de formation, de recherche et d'assistance technique augmente chez les mandants. Cet intérêt grandissant crée également des possibilités de nouveaux partenariats et traduit une prise de conscience croissante de l'importance des emplois verts.

Nous tenons à remercier tous les collègues de l'OIT qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport d'activité et participent activement au Réseau mondial des emplois verts. Leur soutien est indispensable pour promouvoir les emplois verts aux niveaux national et international.

## Table des matières

<b>1. Introduction</b>	5
Les emplois verts: une composante essentielle du développement durable	5
Le Programme des emplois verts de l'OIT: progrès et perspectives	5
En quoi consistent les emplois verts?	6
<b>2. Exemples de succès de 2012</b>	7
Evaluer le potentiel de création d'emplois verts au Mexique	7
Stratégie en faveur de l'économie verte au Kenya	7
L'écologisation du secteur hôtelier en Thaïlande	8
Création d'emplois décents dans le domaine de la gestion des déchets en Afrique du Sud	9
Formation professionnelle sur les emplois verts en Amérique centrale et en République dominicaine	10
L'entrepreneuriat vert en Chine	11
Les emplois verts en Asie: conférence régionale pour faciliter le dialogue politique et l'échange des connaissances	12
<b>3. Publications récentes</b>	13
<b>4. Perspectives pour 2013</b>	16
Vers une stratégie axée sur les emplois verts en Turquie	16
L'écologisation du secteur de la construction en Zambie	16
Promouvoir des moyens de subsistance durables et écologiques pour les communautés locales en Indonésie	17
Vers une définition statistique des emplois verts	18
Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte	18
<b>5. Remarques finales</b>	20



## 1. Introduction

### Les emplois verts: une composante essentielle du développement durable

Le développement durable compte parmi les sujets les plus largement débattus en 2012. La Conférence Rio+20 et d'autres événements de haut niveau qui ont eu lieu cette année ont été l'occasion de réfléchir au meilleur moyen de parvenir au développement durable et de traiter ses trois piliers (social, économique et environnemental) de façon égale.

Les expériences des pays dans le monde entier ont montré que la création d'emplois verts contribue largement au développement durable. En fait, l'emploi décent et écologiquement durable offre une réponse constructive et indispensable aux multiples défis mondiaux tels que la justice et l'inclusion sociales, le bien-être des populations, le développement économique et la protection de l'environnement.

A l'échelle nationale, les emplois verts sont un moyen efficace de redynamiser l'économie et créer des emplois, tout en réduisant l'impact des entreprises sur l'environnement. Les emplois verts peuvent également jouer un rôle essentiel dans la promotion du développement socialement inclusif, puisqu'ils fournissent un revenu adéquat, une protection sociale et garantissent le respect des droits des travailleurs. Finalement, les emplois verts sont aussi des emplois décents.

### Le Programme des emplois verts de l'OIT: progrès et perspectives

Depuis son lancement en 2009, Le Programme des emplois verts de l'OIT a favorisé la création d'emplois verts par le biais de la recherche, du plaidoyer international, du renforcement des capacités, de l'échange des connaissances. A l'échelle nationale, des services de conseils techniques et politiques ont été proposés.

L'appui à l'échelle nationale commence généralement par des activités d'information et de sensibilisation, puis des activités de renforcement des capacités pour les parties prenantes nationales concernées. Lorsqu'il existe une demande, des évaluations sur le potentiel de création d'emplois verts sont réalisées pour guider les dialogues politiques en cours. Ce processus débouche souvent sur la mise en place de projets pilotes dans divers secteurs et au niveau des entreprises. A terme, l'objectif de ces interventions est de permettre la formulation et la mise en œuvre de politiques en matière d'emplois verts.

Le Programme des emplois verts de l'OIT prend de l'ampleur, tant sur le plan de la couverture géographique que du réseau. En fait, au cours des quatre dernières années, 27 pays ont bénéficié d'une assistance directe, dont 16 par le biais de projets de coopération technique. En outre, l'approche de travail en réseau du programme a donné lieu à une forte coopération avec les différents départements de l'OIT, ainsi qu'avec les partenaires externes. De ce fait, un nombre croissant d'initiatives nationales et internationales permettent d'obtenir des résultats chaque année. La section 2 de ce rapport d'activité présente les expériences nationales réussies en 2012. Ces expériences illustrent les différents niveaux d'intervention du Programme des emplois verts:

- les expériences du Mexique et du Kenya décrivent les possibilités d'interventions *au niveau des politiques*, en particulier les évaluations du potentiel de création d'emplois verts à l'échelle nationale;
- la Thaïlande et l'Afrique du Sud sont des exemples de possibilités d'interventions à *l'échelle sectorielle*, à savoir le secteur de la gestion des déchets et du tourisme;
- les cas de l'Amérique centrale et de la Chine montrent comment il est possible de remédier au problème d'insuffisance en termes de compétences pour les emplois verts par le biais d'instituts nationaux de formation et à *l'échelle des entreprises*;
- enfin, le cas de la Conférence régionale sur les emplois verts en Asie souligne l'importance accordée aux activités *d'échange des connaissances* après la mise en œuvre du projet pour renforcer le processus de dialogue politique en cours.

Les dernières publications du Programme des emplois verts et d'autres départements et bureaux de l'OIT sont présentées dans la section 3. La section 4 est tournée vers l'avenir et propose un aperçu des activités qui auront lieu en 2013. Toutes ces activités seront mises en œuvre avec l'appui du Réseau mondial des emplois verts et des partenaires.

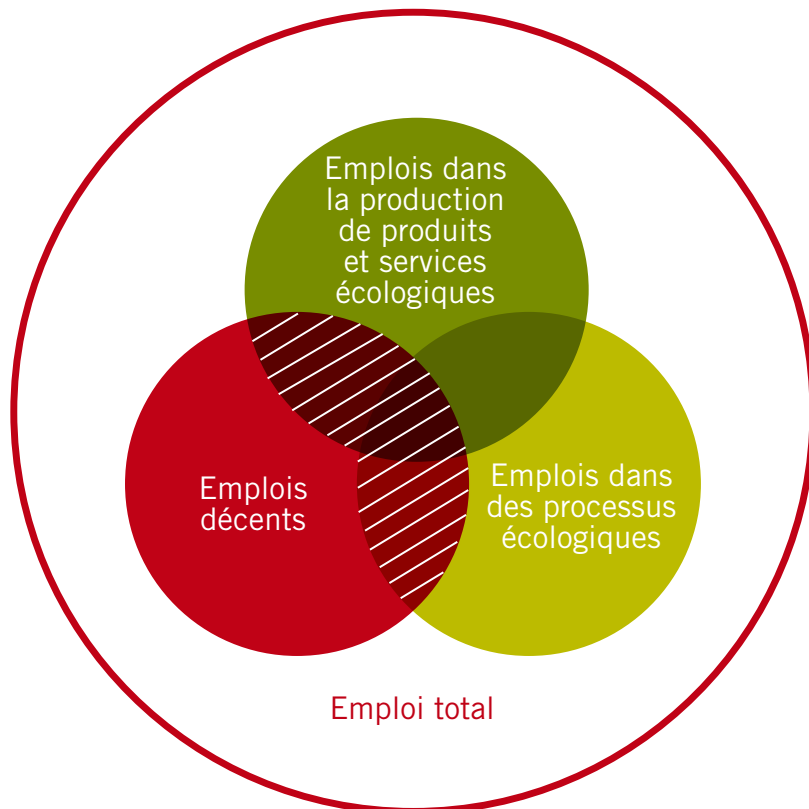
Le rapport d'activité se termine sur des remarques concernant la stratégie future du Programme des emplois verts.

## En quoi consistent les emplois verts?

Les emplois verts sont des emplois décents qui contribuent à la préservation et la restauration de l'environnement dans les secteurs traditionnels (industrie manufacturière et construction) et dans les secteurs verts nouveaux et émergents (énergies renouvelables et efficacité énergétique). Les emplois verts permettent de réduire la consommation d'énergie et de matières premières, limiter les émissions de gaz à effet de serre, limiter la production de déchets et la pollution, protéger et restaurer les écosystèmes. Ils permettent aussi aux entreprises et aux communautés de s'adapter au changement climatique.

A l'échelle de l'entreprise, les emplois verts peuvent produire des biens ou proposer des services respectueux de l'environnement, notamment des bâtiments écologiques ou des moyens de transport non polluants. Cependant, il convient de noter que ces produits et services écologiques ne sont pas toujours fondés sur des processus de production et des technologies écologiques. Par conséquent, les emplois verts se distinguent également par leur contribution à des processus de production des entreprises respectueux de l'environnement. Par exemple, les emplois verts peuvent permettre de réduire la consommation d'eau ou d'améliorer les systèmes de recyclage. Pourtant, les emplois verts définis par des processus de production ne produisent pas nécessairement des biens ou des services environnementaux.

En résumé, et comme le montre le diagramme ci-dessous, il convient d'établir une distinction entre d'un côté les emplois du point de vue de la production dans les secteurs économiques verts, et de l'autre, les emplois du point de vue des processus respectueux de l'environnement dans tous les secteurs. Les emplois verts sont donc tous les emplois qui correspondent aux zones rayées dans le schéma suivant.







Une des principales difficultés à laquelle le gouvernement kenyan devra faire face dans le cadre de sa future stratégie en faveur de l'économie verte est la crise profonde de l'emploi des jeunes. Par conséquent, l'OIT encourage fortement le pays à se concentrer particulièrement sur la promotion de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Dans ce contexte, l'OIT a lancé le projet intitulé *Youth Employment for Sustainable Development* (l'emploi des jeunes pour le développement durable) au cours de l'année 2012, pour pouvoir justement faire face à la crise de l'emploi des jeunes. L'objectif du projet, financé par le gouvernement japonais, était de former 2 500 jeunes à l'entretien des routes et de créer 130 micro et petites entreprises détenues par des jeunes femmes et hommes. Le projet était principalement axé sur le secteur à haute intensité de main-d'œuvre de la construction et de la maintenance de l'infrastructure routière, secteur qui nécessite des améliorations à la fois en matière de pratiques environnementales et de normes du travail. Une autre composante essentielle du projet était le renforcement des capacités des mandants de l'OIT pour que ceux-ci adoptent des approches favorables aux emplois verts dans les activités et les services liés aux infrastructures, et dans d'autres secteurs traditionnels et émergents. La composante du projet relevant de la promotion des emplois verts par le biais de la formation et de l'échange des connaissances a été soutenue par le Centre international de formation de l'OIT à Turin (CIF-OIT), directement en lien avec les stratégies plus larges du gouvernement/OIT/PNUE en faveur de l'économie et des emplois verts.

#### **L'unité de formation sur les emplois verts du CIF-OIT**

aborde les défis et les opportunités dans le domaine de la promotion des emplois verts. Il apporte aux gouvernements et aux partenaires sociaux des connaissances et des outils pour évaluer les possibilités, définir des politiques appropriées, mettre en œuvre des stratégies et assurer le suivi et l'évaluation des progrès accomplis.

Ce faisant, l'unité de formation coordonne les cours proposés dans ce domaine. La formation actuelle met notamment l'accent sur le travail décent dans le contexte du développement durable, du changement climatique et de son impact sur le monde du travail, du développement des entreprises vertes et des stratégies et actions locales pour la promotion des emplois verts. En outre,

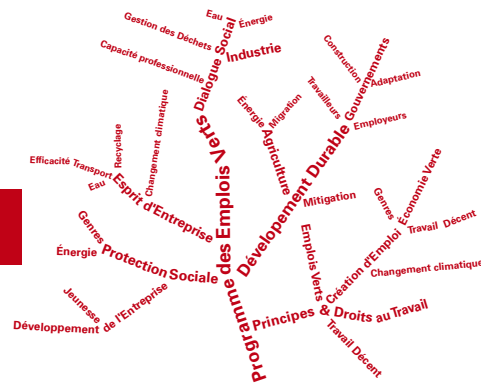
le Centre international de formation de l'OIT soutient les activités de formation aux niveaux national et régional, comme un atelier de formation tripartite national à Trinité-et-Tobago (mai 2012). L'objectif général de cette formation riche est de répondre aux besoins spécifiques des différents publics cibles, et en particulier des partenaires sociaux. La formation comprend notamment l'élaboration d'un manuel pour aider les organisations d'employeurs à renforcer leurs capacités lors des débats nationaux sur l'économie verte, ainsi qu'un programme d'apprentissage à distance pour les syndicalistes, développé et mis en œuvre conjointement avec le Bureau des Activités pour les Travailleurs (ACTRAV) de l'OIT et Sustainlabour.



## **L'écologisation du secteur hôtelier en Thaïlande**

Le secteur touristique en pleine expansion est un moteur clé de l'économie thaïlandaise et fournit un grand nombre d'emplois (11,4 pour cent de l'emploi direct et indirect). Pourtant, malgré son rôle positif sur l'économie, le secteur touristique suscite de vives préoccupations quant à sa durabilité. De fait, des coûts environnementaux importants sont associés au développement rapide du secteur, notamment la pollution de l'eau, de graves problèmes de gestion des déchets, la dégradation généralisée de l'environnement, ainsi que les émissions associées à une mauvaise gestion des ressources. Parallèlement, les pratiques et les relations sur le lieu de travail sont souvent complexes et caractérisées par une marge de manœuvre limitée en matière de coopération et de dialogue entre travailleurs et employeurs.

## Programme des emplois verts



Le projet de l'OIT *Greener Business Asia* (pour des entreprises plus vertes en Asie) répond précisément à la nécessité d'évoluer vers des modèles commerciaux plus durables et responsables. Il se concentre sur les besoins spécifiques des hôtels de petite et moyenne taille en matière d'accès aux connaissances et d'accès aux ressources techniques et financières. Par le biais de ce projet, des services consultatifs et de formation ont été mis au point et expérimentés dans des hôtels. L'objectif de ces services était de former les travailleurs et l'équipe de direction à l'utilisation d'outils et de connaissances pratiques pour qu'ils puissent mettre en place conjointement des changements positifs au sein de l'entreprise: utilisation efficace des ressources et contrôle de l'impact sur l'environnement, meilleures pratiques sur le lieu de travail et amélioration de la compétitivité globale.

Le premier programme pilote a été mis en œuvre à Phuket entre octobre 2011 et juin 2012, en collaboration avec la faculté d'hospitalité et de tourisme de l'Université Prince of Songkla et la Chambre de commerce de Phuket.

Au cours du programme, des équipes nouvellement créées, rassemblant travailleurs et membres de la direction, ont identifié les problèmes principaux et proposé des stratégies pour les résoudre.

- Renforcer les mécanismes de communication et de coopération sur le lieu de travail
- Activer et relancer les commissions de sécurité et de santé au travail
- Améliorer l'organisation de l'espace de travail
- Améliorer les systèmes de gestion des déchets grâce à l'approche des 3R (réduire, réutiliser, recycler)

Ces équipes ont également proposé une utilisation plus rationnelle des ressources:

- 18 pour cent de réduction des frais de blanchisserie (soit une économie de plus de 10 000 dollars des E.-U. par an) grâce à des programmes spécifiques
- 30 pour cent d'économies d'énergie grâce à des changements des pratiques de travail
- 42 pour cent de réduction du gaspillage alimentaire grâce à des services d'audit alimentaire



L'expérience de Phuket montre qu'une meilleure coopération entre les travailleurs et la direction peut être largement bénéfique aux entreprises, à leurs parties prenantes et à l'environnement. Grâce à un programme de formation efficace, à une équipe de formateurs nationaux et au soutien des institutions partenaires, l'impact et les bénéfices de cette approche peut désormais être élargie et développée.

### Création d'emplois décents dans le domaine de la gestion des déchets dans la province de l'Etat Libre en Afrique du Sud

Pour résoudre le problème du chômage, le gouvernement de l'Afrique du Sud cherche à créer davantage d'emplois dans les secteurs verts émergents, notamment celui de la gestion des déchets. La stratégie de développement de l'Afrique du Sud, baptisée *New Growth Path*, est principalement axée sur l'économie verte comme un moteur de la croissance. De plus, dans le cadre de l'Accord sur l'économie verte de 2011, le gouvernement et les partenaires sociaux s'engagent à améliorer le recyclage des déchets et à définir et promouvoir des projets de recyclage. En effet, le recyclage des déchets présente un fort potentiel de création d'emplois et offre déjà des possibilités de génération de revenus à des milliers de personnes dans le secteur formel, mais plus encore dans l'économie informelle. Les ramasseurs informels et indépendants travaillent dans la rue ou dans les décharges et récupèrent des objets de valeur, les trient et les vendent à des centres de rachat qui les vendent à leur tour aux utilisateurs finaux. Ces derniers, notamment les usines de papier, les entreprises de traitement du plastique, les fonderies ou les verreries sont prêts à racheter ces matériaux re-



cyclables. Le niveau élevé d'informalité dans le secteur donne véritablement l'occasion de créer de nouvelles possibilités d'emplois décents et formels.

Le projet de l'OIT intitulé *Employment Creation through Small and Medium Scale Enterprise (SME) Development* (création d'emplois à travers le développement des PME), mis en œuvre dans la province sud-africaine de l'Etat Libre, appuie les initiatives de gestion des déchets au niveau local. Grâce à l'assistance fournie dans le cadre du projet, le gouvernement provincial procédera à un examen critique des risques systémiques dans le secteur et permettra de libérer le potentiel de développement des PME en vue de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. L'étude récemment publiée *Unrecognized Waste Management Experts: Challenges and Opportunities for Small Business Development and Decent Job Creation in the Waste Sector in the Free State* (sur la création d'emplois décents et le développement des petites entreprises dans le secteur de la gestion des déchets dans la province de l'Etat Libre) reconnaît le rôle important que jouent les ramasseurs informels de déchets. Les personnes qui dépendent du recyclage pour gagner leur vie ont acquis des savoir-faire, développé des pratiques et mis à profit des expériences qui devraient être renforcés sur plutôt qu'ignorés. L'étude a été validée et approuvée par les parties prenantes locales qui assurent le suivi des recommandations en réalisant des interventions ciblées. Ce projet qui s'étend sur une période de trois ans (2011-2014) et qui est financé par l'Agence flamande de la coopération internationale (FICA) est mis en œuvre en partenariat avec le ministère sud-africain du Développement économique, du Tourisme et de l'Environnement (Detea). L'objectif général du projet est de créer des possibilités d'emploi pour les groupes de population défavorisés en développant les petites et moyennes entreprises.

L'OIT s'engage depuis longtemps et compte de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la promotion du travail décent dans le secteur de la gestion des déchets solides. L'absence généralisée de conditions de travail décentes, les écarts de productivité et les risques environnementaux de ce secteur, en particulier dans les pays en développement, sont toujours problématiques. Cependant, malgré toutes ces difficultés, le secteur de la gestion des déchets offre un énorme potentiel de création d'emplois verts dans le monde entier.

L'OIT a mis au point du matériel de formation, notamment un manuel de formation d'ajustement du travail pour recycler et gérer les déchets (en anglais, **Work Adjustment for Recycling and Managing Waste training manual – WARM**) en Asie. Cette approche encourage des actions de collaboration concrètes entre les ramasseurs de déchets et la communauté en vue d'établir des systèmes de collecte de déchets sûrs et efficaces. WARM s'intègre notamment aux cours de certification nationale de qualification professionnelle pour le profil du poste d'«adjoint des opérations municipales de gestion des déchets» au Sri Lanka, avant d'être repris par la Commission nationale de l'enseignement professionnel tertiaire du Sri Lanka (TVEC). L'intégration de WARM résulte directement du Projet de l'OIT *Green Jobs in Asia* (2010-2012), qui a bénéficié de l'appui de l'Accord de partenariat entre le gouvernement australien et l'OIT.

## Formation professionnelle sur les emplois verts en Amérique centrale et en République dominicaine

La formation professionnelle et l'insertion professionnelle sont deux thèmes essentiels des travaux de l'OIT en Amérique centrale. Une attention particulière est accordée aux groupes marginalisés, notamment les jeunes ayant un faible niveau d'instruction et les travailleurs du secteur informel.

Dans le cadre du projet FOIL (sur la formation, l'orientation et l'insertion professionnelles) financé par l'Espagne, l'OIT collabore avec le réseau régional d'instituts d'enseignement et de formation professionnels et



économie circulaire, recyclage et gestion des déchets, écotourisme, écoforesterie et énergies renouvelables réparties. Comme dans la phase précédente du programme GBO, les activités de formation comprendront à la fois la formation des formateurs et la formation des entrepreneurs potentiels. La formation des formateurs permet d'augmenter le nombre d'activités de formation et, par conséquent, de toucher un public plus large.

A long terme, le programme GBO s'étendra non seulement à d'autres villes, mais aussi à d'autres provinces chinoises en intégrant d'autres groupes potentiels, comme les travailleurs migrants et les entrepreneurs existants qui se heurtent eux-aussi aux difficultés de la transition vers une économie verte. De plus, le matériel sera révisé avant d'être utilisé dans d'autres pays.

### **Les emplois verts en Asie: conférence régionale pour faciliter le dialogue politique et l'échange des connaissances**

Les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs ont demandé de redoubler d'efforts pour promouvoir les emplois verts et l'écologisation des emplois existants lors de la Conférence régionale sur les emplois verts en Asie qui s'est tenue à Surabaya, en Indonésie, du 29 au 31 août 2012.

En examinant les moyens déjà existants et nouveaux de générer des emplois verts, les participants de dix pays de la région de l'Asie et du Pacifique se sont engagés dans des discussions de groupe sur les ques-



tions relatives à la protection de l'environnement, l'emploi et la croissance économique.

Ces questions portaient entre autres sur: le besoin de formation et de renforcement des capacités; la possibilité de reproduire des modèles d'emploi déjà testés pour les emplois verts et de réutiliser des outils pour les entreprises vertes; les possibilités d'emploi des jeunes; et l'importance d'intégrer les emplois verts au niveau des politiques.

Les participants ont demandé que les projets réussis en matière d'emplois verts soient reproduits, étendus et adaptés, et ont présenté leurs priorités d'action et la voie à suivre. Ils ont souligné la nécessité d'une coopération renforcée aux niveaux national et régional, non seulement pour promouvoir des politiques relatives aux emplois verts, mais aussi pour créer des lieux de travail verts grâce à l'amélioration des compétences, au développement économique local, au financement social et à la protection sociale.

Les expériences précieuses et les points de vue échangés lors de la conférence ont confirmé que la promotion des emplois verts est largement reconnue comme étant une priorité politique majeure chez les mandants. Il ne s'agit plus vraiment de comprendre «pourquoi» la promotion des emplois verts est importante, mais bien de savoir «comment» parvenir à une telle promotion. Illustrant la dynamique créée lors de la conférence, un syndicaliste du Bangladesh a conclu: «Nous ne rencontrons généralement pas très souvent des groupes d'employeurs, et lorsque c'est le cas, c'est toujours par l'intermédiaire de l'OIT, mais en ce qui concerne les emplois verts, nous devrions commencer à discuter et nous retrouver de manière autonome.»

La conférence a été organisée par l'OIT grâce à l'appui du gouvernement australien. Elle a fait suite à la 15<sup>e</sup> Réunion régionale Asie-Pacifique durant laquelle les représentants tripartites des pays ont souligné la nécessité d'une croissance verte et de créer des emplois verts. La conférence a été l'occasion de partager les expériences et d'échanger les connaissances acquises lors de la mise en œuvre du Projet des emplois verts en Asie financé par l'Australie: *Green Jobs in Asia*. Ce projet, mis en œuvre entre 2010 et 2012 dans 5 pays (Bangladesh, Indonésie, Népal, Philippines et Sri Lanka) a aidé à renforcer les capacités des mandants dans les emplois verts, appuyé l'intégration des questions relatives aux emplois verts dans les politiques de l'emploi et les politiques sociales, et entrepris des actions sectorielles pour les emplois verts.



## Green jobs for sustainable development. A case study of Spain

*(Les emplois verts pour le développement durable: Le cas de l'Espagne)*



Le rapport, réalisé en collaboration avec Sustainlabour, regroupe et analyse les données sur la création d'emplois verts en Espagne au cours des dernières années. Il contient des données actuelles sur l'emploi ainsi que des études sur les tendances de certains secteurs: énergies renouvelables, transports, construction, gestion des déchets, industrie de base. La nature paradoxale des conclusions du rapport reflète le calendrier de l'étude. Si les résultats des secteurs verts sont encourageants ces dernières années, l'impact de la crise économique actuelle et les modifications des politiques pourraient considérablement réduire cette tendance de croissance. Il est difficile d'évaluer les effets de la contraction des secteurs de l'économie verte. Néanmoins, des études récentes montrent que les secteurs verts européens ont mieux résisté à la récession que les autres.

## Working towards sustainable development: Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy

*(Vers le développement durable: Travail décent et inclusion sociale dans une économie verte)*



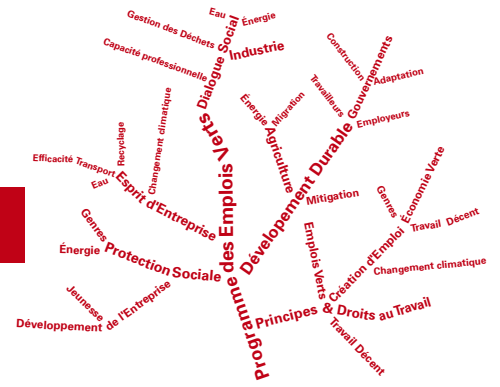
Cette étude conjointe OIT/PNUE montre que si elle s'accompagne d'une bonne combinaison de politiques, l'économie verte peut créer des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité, sortir les gens de la pauvreté et promouvoir l'inclusion sociale. Elle démontre par ailleurs que l'emploi et l'inclusion sociale doivent être inhérents à toute stratégie de développement durable et doivent être intégrés aux politiques de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement. Le rapport évalue les conséquences de la transition vers une économie verte sur l'emploi, le revenu et les différents secteurs. Il met en lumière les conditions, les recommandations politiques et les bonnes pratiques nécessaires pour que l'économie verte soit synonyme d'emplois de qualité, de réduction de la pauvreté et d'une meilleure inclusion sociale.

## Social dialogue for sustainable development. A selection of national and regional experiences

*(Le dialogue social pour le développement durable: Exemples d'expériences nationales et régionales)*



En identifiant les expériences réussies du dialogue social sur les politiques environnementales, ce rapport, produit avec le soutien de Sustainlabour, présente les pratiques, les enjeux et les possibilités qu'impliquent la promotion et le renforcement d'un dialogue social efficace sur les questions environnementales aux niveaux national, supranational, infranational et sectoriel. L'objectif du rapport est de promouvoir une interaction renforcée et une prise de décisions démocratique entre les gouvernements, les organisations de travailleurs et les organisations d'employeurs dans la transition vers une économie verte.



## Promoting Green Entrepreneurship. First lessons learned from the Youth Entrepreneurship Facility (YEF) Kenya 2010- 2011

*(Promouvoir l'entrepreneuriat vert: Premiers enseignements tirés de l'expérience du projet Youth Entrepreneurship Facility au Kenya, 2010-2011)*



Le projet *Youth Entrepreneurship Facility* (YEF) (pour l'entrepreneuriat des jeunes) est un partenariat entre la Commission pour l'Afrique, le Réseau pour l'emploi des jeunes (*Youth Employment Network* - YEN) et l'OIT mis en place entre 2010 et 2014 au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. Lors de la phase initiale, les parties prenantes clés au Kenya ont défini la promotion des emplois verts et l'entrepreneuriat vert comme des priorités essentielles. Le rapport présente les résultats des activités du projet YEF dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat vert au Kenya, décrit les principales réalisations et donne des exemples concrets de la phase initiale (2010-2011). Les enseignements tirés de ces expériences permettent de formuler des recommandations pour les activités futures du projet (seconde phase 2012-2014).

## Towards sustainable construction and green jobs in the Gaza Strip

*(Vers une construction durable et des emplois verts dans la bande de Gaza)*



La construction durable permet de relever les défis et de répondre aux besoins actuels dans la bande de Gaza. Ces défis comprennent notamment une demande de logement en hausse, des matériaux de construction rares, une distribution d'eau et d'énergie insuffisante, un système d'assainissement inadéquat, ainsi qu'un taux de chômage très élevé. L'évaluation analyse la faisabilité, les possibilités et les difficultés liées à la construction durable en tenant compte des difficultés mentionnées précédemment, et permet d'examiner les moyens de promouvoir les emplois verts. L'accent est mis sur trois domaines clés: les matériaux, l'énergie et l'eau. Une importance particulière est accordée aux possibilités de création d'emplois et aux compétences nécessaires définies après la mise en œuvre de solutions de construction durable



## 4. Perspectives pour 2013

### Vers une stratégie axée sur les emplois verts en Turquie

Les discussions stratégiques en Turquie portent de plus en plus sur des questions liées à l'économie verte. Les représentants gouvernementaux et les partenaires sociaux soulignent la nécessité de créer des emplois décents dont l'impact négatif sur l'environnement serait réduit. La création d'emplois verts est considérée comme étant une solution opportune et durable, notamment en matière d'emploi des jeunes. La réduction du taux national de chômage des jeunes a été identifiée comme l'une des principales priorités nationales du développement. Depuis la signature d'un mémorandum d'entente entre la Turquie et l'OIT en février 2009, l'emploi des jeunes est devenu l'un des domaines prioritaires de l'appui technique de l'OIT au niveau national.

Dans le cadre d'un projet de deux ans, lancé en février 2013, l'OIT aidera les partenaires nationaux à évaluer le potentiel de création d'emplois verts et à formuler un ensemble de recommandations qui contribueront à l'élaboration d'une stratégie axée sur les emplois verts en Turquie. Une attention particulière sera accordée à la création d'emplois verts pour les jeunes femmes et hommes.

Le projet permettra d'entreprendre des activités de renforcement des capacités pour les représentants du gouvernement, des travailleurs et des employeurs dans des domaines tels que le développement durable de l'entreprise, le perfectionnement des compétences, la formation professionnelle, l'égalité hommes-femmes et la formulation des politiques. Après avoir procédé au renforcement des capacités des mandants, une évaluation nationale des emplois verts sera réalisée afin d'identifier les possibilités nouvelles et existantes en matière de création d'emplois verts, en particulier pour les jeunes. Les résultats de cette évaluation seront utilisés pour établir un ensemble de recommandations qui contribueront à l'élaboration d'une stratégie axée sur les emplois verts en Turquie.

L'évaluation des emplois verts et l'ensemble des recommandations pour une stratégie axée sur les emplois verts devraient contribuer à l'établissement du 10ème Plan national de développement de la Turquie dans le cadre de politiques de lutte contre le changement climatique, de développement durable, de l'économie verte et de l'emploi.

### L'écologisation du secteur de la construction en Zambie

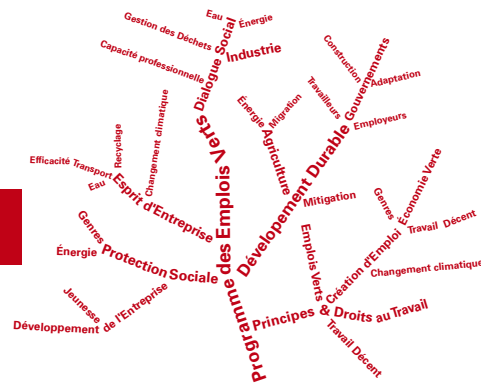
La croissance économique enregistrée au cours des dernières années en Zambie ne s'est pas directement traduite par une réduction de la pauvreté. Par conséquent, il sera difficile de créer des richesses et des emplois accessibles par le plus grand nombre.

Pour relever ce défi, le gouvernement se concentre sur le développement du secteur privé et, plus particulièrement, sur les micro, petites et moyennes entreprises. Le secteur de la construction offre un potentiel de croissance élevé: il a enregistré une croissance rapide ces dernières années et devrait continuer à se développer. C'est un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, il reste ouvert aux travailleurs semi-qualifiés et non qualifiés, et renferme une forte concentration de micro, petites et moyennes entreprises. Ce secteur peut également contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à la construction, aux matériaux et aux produits écologiques, et l'installation de technologies d'énergies renouvelables.

Le programme commun des Nations Unies *Green Jobs through MSME development in the Zambian building industry* (pour la création d'emplois verts grâce au développement des micro, petites et moyennes entreprises dans l'industrie de la construction en Zambie), financé par la Finlande, vise à libérer le potentiel d'em-



## Programme des emplois verts



emplois verts dans l'industrie de la construction en Zambie en se concentrant sur la chaîne de valeur des biens et des services de construction écologiques. Les résultats du programme ont une triple portée. Tout d'abord, renforcer la sensibilisation concernant les principes de construction écologiques afin de faire évoluer les mentalités en Zambie quant à la construction écologique. Deuxièmement, affiner le cadre réglementaire de l'industrie pour faciliter un environnement réglementaire plus favorable aux entreprises vertes. Troisièmement, renforcer les capacités des micro, petites et moyennes entreprises pour que celles-ci participent efficacement à l'industrie de la construction et au marché des biens et des services de la construction écologique, et favoriser l'intégration dans ces marchés.

Ce programme des Nations Unies s'étale sur une période de quatre ans (2012-2016). Mis en œuvre par une série de partenaires locaux dans ce secteur, le programme bénéficiera de l'appui technique et financier d'un consortium d'organismes des Nations Unies, géré par l'OIT. En ciblant les micro, petites et moyennes entreprises sur toute la chaîne de valeur (formelle et informelle), l'objectif du projet est de créer au moins 5 000 emplois, en particulier pour les jeunes entrepreneurs, améliorer les revenus d'au moins 8 000 ménages et améliorer la qualité d'au moins 2 000 emplois dans le secteur des micro, petites et moyennes entreprises. En outre, le programme contribuera directement et de façon notable aux efforts de protection de l'environnement, notamment par la réduction de la consommation d'électricité provenant de sources non renouvelables dans les nouvelles constructions ou la rénovation des bâtiments selon les normes de construction écologiques.

### Promouvoir des moyens de subsistance durables et écologiques pour les communautés locales en Indonésie

Les forêts de marécages tourbeux (forêt tropicale humide) sur l'île indonésienne de Bornéo sont un système écologique unique qui s'est développé pendant des milliers d'années et abrite de nombreuses espèces rares. Pour protéger et conserver ce patrimoine national, le gouvernement indonésien a défini la promotion de moyens de subsistance durables comme l'une de ses priorités de développement. Dans la région du Kalimantan central à Bornéo, une récente initiative du gouvernement vise à réhabiliter et reboiser la région

couverte par un ancien projet baptisé «Mega Rice Project». Lancé en 1996, il a permis d'obtenir une zone de 1,4 million d'hectares de tourbière pour la production rizicole irriguée, mais s'est rapidement révélé être un désastre social, économique et environnemental. Conformément aux efforts du gouvernement, l'OIT a élaboré un projet pilote (pour l'accès à des sources de revenus verts pour une réponse environnementale inclusive au changement climatique dans le Kalimantan central) intitulé GLACIER. Ce projet de 12 mois cible cinq villages et se concentre sur: i) les investissements dans les infrastructures environnementales face au changement climatique; ii) le renforcement des capacités des communautés et des autorités locales pour la création de moyens de subsistance durables; et iii) les méthodes participatives pour le développement de la chaîne de valeur verte. La caractéristique particulière de ce projet est son approche participative fondée sur les ressources locales. Cette approche permet de développer des initiatives locales pour répondre aux besoins locaux grâce à la participation communautaire et optimise ainsi l'utilisation des ressources locales, telles que la main-d'œuvre, les matériaux, les compétences et les savoirs traditionnels pour la création d'emplois verts. En reconnaissant la valeur du savoir traditionnel, le projet s'aligne sur les critères établis dans la convention de l'OIT (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989.

Ce projet est financé par le PNUD en partenariat avec le gouvernement de la Norvège. Les partenaires stratégiques sont les suivants: les organisations des communautés indigènes locales, les organisations d'employeurs et de travailleurs, l'Université de Palangkarya, et le gouvernement indonésien.



## Vers une définition statistique des emplois verts

Lors de la Conférence Rio+20, un processus intergouvernemental a été lancé en vue de définir un ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD) destinés à fournir un cadre pour aborder les dimensions économiques, sociales et environnementales du programme de développement post-2015. Ces objectifs seront universellement applicables, dans les pays développés comme dans les pays en développement.

L'OIT vise l'adoption du plein emploi productif et du travail décent en tant qu'objectifs explicites, et fait référence à la nécessité d'établir des socles de protection sociale. Pour assurer le suivi de la dimension environnementale du développement, il faudra disposer de statistiques sur l'économie verte et les emplois verts plus nombreuses, de meilleure qualité et harmonisées à l'échelle internationale. Pour répondre à ce besoin, l'OIT cherche à établir une définition statistique des emplois verts et les lignes directrices conceptuelles associées.

En octobre 2013, l'OIT accueillera la 19<sup>ème</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST), qui donnera lieu à des discussions au sein de la communauté statistique internationale sur l'élaboration d'une définition statistique de l'emploi vert, de lignes directrices pour les mesures statistiques, ainsi que des prochaines étapes du développement des normes statistiques internationales pertinentes. Pour atteindre cet objectif, l'OIT élabore un document de réflexion pour la CIST, doté d'une proposition de définition statistique des emplois verts, qui pourrait être appliquée par les pays dans toutes les régions et à tous les stades de développement économique et social.

## Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)

Afin de poursuivre la dynamique des échanges lors de la Conférence Rio+20 qui s'est tenue en juin 2012, l'OIT, le PNUE, l'ONUDI et l'UNITAR ont décidé de collaborer dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE).

Dans la Déclaration de Rio+20 – intitulée «L'avenir que nous voulons» –, les chefs d'Etat et représentants de haut niveau considèrent l'économie verte comme un moyen de parvenir au développement durable et à l'éli-



mination de la pauvreté. Ils demandent aux Nations Unies d'appuyer les efforts des pays qui le souhaitent dans la transition vers une économie plus verte et plus inclusive. Dans ce contexte, le programme PAGE aidera les pays à construire une économie inclusive, à faible intensité de carbone et prônant une utilisation plus rationnelle des ressources.

En mobilisant l'expertise et les ressources des différentes organisations des Nations Unies et de leurs partenaires, PAGE fournira aux pays une palette complète de services intégrés aux niveaux national et mondial: mobilisation sociale et développement des capacités, évaluation économique, formulation des politiques, et création et échange des connaissances.

Le caractère unique de PAGE tient à la fois du fort intérêt commun que portent les organisations partenaires à l'appui au développement d'une économie verte inclusive, et de leur expertise pour les questions relatives au développement économique, social et environnemental pertinentes dans le cadre d'une telle action. Les domaines couverts sont vastes et comprennent notamment les politiques nationales, les approches industrielles et sectorielles, les stratégies du marché du travail et de développement des compétences, l'accès au financement, les meilleures technologies disponibles et l'échange des connaissances sur les meilleures pratiques environnementales, ainsi que le renforcement des capacités général et personnalisé aux niveaux mondial, régional et national.

PAGE a été officiellement lancé lors du Conseil d'administration du PNUE le 19 février 2013. Lors de la phase initiale qui s'étend sur une période de 7 ans, l'objectif de PAGE est d'être opérationnel dans près de 30 pays.



## 5. Remarques finales

L'année 2012 a été déterminante en matière de reconnaissance et de promotion des emplois verts. Les rapports mondiaux, publiés par l'OIT et d'autres organisations, ont clairement montré que les emplois verts sont devenus une réalité. Pour parvenir à un avenir durable et fondé sur l'inclusion sociale, les mandants de l'OIT élaborent davantage de politiques qui créent des emplois décents et abordent en même temps la question de la protection de l'environnement. Cette démarche s'est traduite par une demande croissante pour le Programme des emplois verts et a débouché sur des possibilités de nouveaux partenariats, comme PAGE. Elle souligne également la nécessité de mieux articuler les emplois verts dans tous les objectifs stratégiques de l'OIT et dans les domaines prioritaires qui sont considérés comme étant essentiels à la pertinence de l'Organisation dans le monde du travail actuel.

La discussion à la Conférence internationale du Travail en juin 2013 sera l'occasion de mieux définir les programmes de l'Organisation pour le développement durable et les emplois verts dans les années à venir. Elle guidera les mandants et le Bureau, qui prendront des mesures selon les conclusions adoptées, et proposera un plan d'action précis pour les travaux du Bureau qui sera adopté au mois d'octobre.

Dans le même temps, les activités du Programme des emplois verts débuteront dans les pays ayant récemment demandé l'appui de l'OIT, comme la Tunisie et la Namibie, pour évaluer le potentiel de création d'emplois verts et formuler des politiques adéquates. Le renforcement des capacités sera adapté aux nouvelles formations pour le personnel et les mandants de l'OIT, à Turin et dans les régions, comme en Afrique francophone. Une palette de nouveaux produits sera élaborée pour aider les équipes d'appui technique au travail décent régionales et nationales de l'OIT à fournir des conseils pratiques aux partenaires au niveau des pays et à mobiliser les ressources destinées à la coopération technique. Parmi ces produits figurent des notes et des orientations sur l'écologisation des politiques de l'emploi, l'égalité hommes-femmes et les emplois verts, et l'entrepreneuriat vert, en particulier chez les jeunes et les femmes.

Comme en 2012, ces travaux ne seront pas réalisés par le Programme des emplois verts uniquement. Un travail d'équipe continu est nécessaire à l'échelle du Bureau pour mieux refléter la pertinence des emplois verts dans de nombreux domaines de travail et d'objectifs nationaux. Pour que cela se concrétise, il faudra intensifier les activités d'échange des connaissances du Programme des emplois verts et intensifier la collaboration avec tous les départements concernés. Le Réseau des emplois verts, opérationnel depuis 3 ans et désormais présent en Afrique et en Amérique latine, reste l'un des instruments clés pour rester connecté et créer des synergies pour obtenir avec succès des résultats communs.



ISBN 978-92-2-227424-6



9 789222 274246